

**OMC : un bilan à la fin du mois de mars pour redynamiser le cycle de Doha**

Le 22 février, dans un rapport au Conseil général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sur l'état d'avancement des négociations commerciales multilatérales, Pascal Lamy, le directeur général de l'institution, a annoncé la tenue d'un bilan des négociations, les 29 et 30 mars, qui doit permettre « *d'injecter énergie et dynamisme politiques dans les négociations de sorte que nous puissions tracer le chemin pour éliminer les derniers obstacles* » et ainsi conclure le cycle de Doha au cours de l'année 2010. Selon Pascal Lamy, la possibilité de terminer en 2010 le round de négociations débuté en octobre 2001 dépend à la fois du niveau de préparation technique des différents dossiers et de la détermination politique des pays membres. Sur le premier point, il a indiqué que « *même si l'on progresse, des divergences demeurent* » ajoutant « *qu'à ce stade, nous n'avons pas encore une idée claire de l'ampleur de ces divergences* ». Sur le niveau d'engagement politique des délégations, il a reconnu qu'il était trop tôt pour envisager une réunion ministérielle. M. Lamy a fait savoir que les consultations bilatérales et multilatérales se poursuivront dans les prochaines semaines à Genève, notamment pour préparer le bilan de mars. Sur les questions agricoles, les travaux concerneront en particulier l'accès aux marchés, le mécanisme de sauvegarde spéciale et le coton.

Le directeur général de l'OMC a par ailleurs indiqué que le commerce international avait chuté de 12% en 2009 – les précédentes estimations de l'OMC tablaient sur un recul de 10% – mais que les échanges commerciaux « *commencent à relever la tête* ».

**APE : les ministres de la Cemac se réunissent au Cameroun pour une relance des négociations**

Au point mort depuis février 2009, les négociations de l'Accord de partenariat économique (APE) entre l'Union européenne et la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac<sup>1</sup>) ont rebondi le 25 février à Douala, au Cameroun, lors d'une réunion des ministres de la Cemac. Cette rencontre fait suite à un sommet des chefs d'États de la Cemac, tenu à Bangui, en République Centrafricaine, les 16 et 17 janvier 2010, où avait été réaffirmé « *l'engagement des états membres de la Cemac à tout mettre en œuvre pour conclure avec l'Union européenne un APE régional qui devra nécessairement prendre en compte le volet développement et faciliter l'arrimage harmonieux des économies de la région dans l'économie mondiale* ». « *Il a fallu tenir des réunions techniques, au niveau des experts, puis, au niveau ministériel pour avoir ces orientations (...) Nous allons définir un calendrier, un chronogramme qui nous permette de reprendre langue avec nos amis de la Commission européenne* » a indiqué à la presse Antoine Ntsimi, le président de la Commission de la Cemac à l'issue de la réunion de Douala. Parmi les préoccupations majeures de l'Afrique centrale sur l'APE figurent la compensation pour les pertes de recettes fiscales, que certaines études estiment à 4 milliards d'euros, la dimension développement de l'accord ou encore le degré d'ouverture du marché régional aux produits européens. Sur ce dernier point, les ministres estiment qu'un taux d'ouverture de 60% et une période transitoire de démantèlement des tarifs douaniers de 20 ans dont 5 ans de période préparatoire sont réalistes compte tenu du niveau de développement et d'intégration de la région.

**Agriculture et sécurité alimentaire à l'agenda du 10<sup>ème</sup> Forum de Bamako**

Le Forum international de Bamako, espace de réflexion et d'échange sur « *les grands sujets de l'heure qui touchent le continent africain* », a tenu sa dixième édition du 16 au 20 février à Bamako, au Mali, sur le thème « *l'Afrique 50 ans après : le défi alimentaire, la faim sur le continent* ». Le secteur agricole mobilise 60% des actifs et contribue pour 17% au Produit intérieur brut (PIB) du continent. Malgré de fortes potentialités agricoles, la faim reste un phénomène omniprésent : « *il touche 265 millions de personnes, un africain sur trois est malnutri et un enfant sur 6 souffre de famine* » indique notamment le [rapport du forum](#). Les participants ont émis une série de recommandations pour relever le défi alimentaire sur le continent, parmi lesquelles « *assigner à l'agriculture une mission de service public en vue d'une dotation budgétaire conséquente* », « *le financement de l'agriculture par des ressources internes aux pays pour garantir sa durabilité* » ou la mise en œuvre de lois foncières pour sécuriser la production agricole.

<sup>1</sup> En Afrique centrale, la configuration régionale qui négocie l'APE avec l'Union européenne est constituée des pays membres de la Cemac (Cameroun, Congo, Gabon, Guinée Equatoriale, République Centrafricaine, Tchad), de la République démocratique du Congo et de Sao Tome et Principe. C'est la Cemac qui dirige le comité régional de négociation. Le Cameroun, pays non PMA (Pays moins avancé), et la Communauté européenne ont signé un accord intermédiaire le 15 janvier 2009.

Sources: AllAfrica, CTA, Forum de Bamako, OMC, Reuters, Xinhua.